

---

## Bosnie-Herzégovine : le chef de la Sécurité publique locale fait arrêter un convoi de migrants

### Description

Par Stéphan Altasserre (sources : *Slobodna Bosna*, *24 Novosti*, *Euronews*, *N1 Televizija*)

Les effets négatifs de la crise des migrants dans de nombreux États des Balkans, devenus à la fois pays de transit et d'accueil, sont désormais fréquemment dénoncés dans la région. Depuis le début de 2018, près de 250 personnes en provenance d'Afrique et d'Asie campaient à Sarajevo (BiH) sur les bords de la Viješnica dans un quartier touristique de la capitale, phénomène auquel la capitale bosnienne n'était pas encore habituée. La police bosnienne a évacué ce campement le 18 mai 2018 à la suite d'une décision des autorités du gouvernement central, puis a conduit les migrants en autobus vers le centre d'accueil de réfugiés de Salakovac, situé près de Mostar, là où ils devaient être accueillis par des employés de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR).

Quelques employés du service bosnien en charge des migrants les escortaient, en collaboration avec les services du ministère de l'Intérieur. Mais, alors que le convoi arrivait à Konjic, il a été intercepté par des unités de la police du canton d'Herzégovine-Neretva (HKN-BiH) qui ont l'ont forcé à retourner dans la ville de Sarajevo. Cet ordre de mission, qui s'opposait directement à la décision de l'autorité centrale, émanait du commissaire Ilija Lasić, directeur de la police du canton (HKN). Le ministre de l'Intérieur Dragan Mektić, dénonçant un « coup d'État », a alors saisi le SIPA (State Investigation and Protection Agency), service bosnien de sécurité intérieure, qui a convoqué et auditionné I.Lasić. L'intéressé a affirmé qu'il avait décidé seul de faire arrêter et raccompagner le convoi. Les autorités centrales, et notamment D.Mektić, soupçonnent toutefois que cet ordre a été inspiré par Dalibor Drlje, conseiller de la ministre de l'Intérieur Sladjana Bevanda et proche de Dragan Čović (actuel membre de la présidence de Bosnie-Herzégovine représentant la minorité croate). Pour l'heure, les enquêteurs ne semblent pas en mesure de mettre en cause une autre autorité que I.Lasić.

Cette mise en cause du chef des services de police du canton d'Herzégovine-Neretva a été l'occasion pour la presse de rappeler qu'I.Lasić a été nommé à son poste en 2014, conformément à la recommandation d'Ivo Karacic, mais sans que le gouvernement local ne valide cette décision. Du point de vue des journalistes locaux, la légitimité de l'autorité du commissaire pose dès lors question!

#### **date créée**

06/06/2018

#### **Champs de Méta**